

# INTERACTIONS ENTRE THÉORIE ET PRATIQUE DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE ALGÉRIEN DES CINQ DERNIÈRES DÉCENNIES

*par Sadek HADJERES, premier secrétaire du PAGS d'Algérie (Parti d'Avant-Garde  
Socialiste d'Algérie, clandestin) de 1966 à 1990  
chercheur en Géopolitique (Université Paris VIII)*

*(Contribution au colloque international pour le 150<sup>ème</sup> anniversaire du Manifeste à Paris,  
1998, publiée dans l'ouvrage édité à cette occasion par les Editions de l'Atelier)*

Evoquer à l'occasion de cette rencontre l'impact de l'oeuvre de Marx en Algérie, n'est pas un simple devoir de mémoire. L'importance de cette réflexion est à la mesure de la période qui s'ouvre en Algérie, en liaison avec les évolutions mondiales.

L'islamisme politique, en particulier dans ses manifestations les plus violentes, s'était présenté ces dernières années dans notre pays comme la seule alternative possible, face d'un côté aux nuisances du capitalisme néocolonial ou de celui en vigueur dans les pays riches d'Occident et d'un autre côté à l'échec du socialisme ou prétendu tel (l'algérien dit " spécifique " ou celui de stature mondiale qui s'est développé puis effondré dans les pays de l'Est).

Après avoir fait un moment illusion aux populations, l'hégémonisme islamiste a commencé à refluer de par les multiples incohérences du modèle qu'il prétendait imposer, et de par les pratiques barbares des groupes les plus extrémistes qui s'en réclamaient. Ce début de reflux se fait malheureusement dans des conditions de désarroi et de division du champ politique progressiste algérien et de dégradation dangereuse du tissu social. Tout cela risque de compromettre les recompositions souhaitables. Tout cela replace la pensée héritée de Marx dans notre pays devant un nouveau cycle historique de responsabilités. Chez nous comme ailleurs, face aux contradictions économiques, sociales, politiques, géostratégiques et culturelles qui ont redoublé d'intensité et de complexité, l'Histoire n'est pas finie, elle n'a pas vu la mort des idéologies.

Cela m'incite, non comme spécialiste des questions théoriques, que je ne suis pas, mais comme l'acteur politique algérien que j'ai été durant le demi-siècle écoulé, à essayer de repérer la concordance ou les écarts qu'on a pu constater entre les anticipations des énoncés théoriques et la réalité vécue ou nos propres représentations de cette réalité et de cette théorie.

## ***Grandeur et faiblesses de la théorie***

Je tiens d'abord à souligner, précisément parce que mon approche en cette occasion se veut critique et autocritique, l'apport à mes yeux inestimable, direct et indirect, qu'a été celui du marxisme à la cause nationale et sociale algérienne. Je n'ai pas la possibilité d'illustrer ici ces

apports et ces influences bénéfiques, mais les oublier serait amputer la critique elle-même de sa dimension créatrice.

En même temps, on doit admettre que, dans des conditions qui donnaient en Algérie un champ libre important de créativité au marxisme, et alors que plusieurs faiblesses ou étroitesse des organisations nationalistes ont entraîné des conséquences qu'on mesure mieux aujourd'hui, la " greffe " de la théorie marxiste sur le mouvement national et social algérien, bénéfique à bien des égards, a connu elle aussi des faiblesses et des erreurs importantes. Certaines, que je pourrais qualifier de quantitatives (quoique liées dans leurs causes à un déficit qualitatif), résident dans l'espace et le statut réduits qui ont été dévolus aux activités théoriques dans notre pays au cours de ce demi-siècle. Le second déficit, davantage de l'ordre du qualitatif, est lié à une espèce de détournement des approches théoriques dans divers domaines, par l'influence entrecroisée d'enjeux géo-politiques ou géo-stratégiques d'une part, de distorsions épistémologiques d'autre part.

Durant ma vie de militant communiste, nous nous répétions avec conviction un leit-motiv: *la théorie sans pratique est impuissante, la pratique sans théorie est aveugle*. Ce raccourci en forme de sentence voulait sans doute exprimer en termes opératoires un aspect fondamental que Lucien Sève souligne ainsi: « *le texte du Manifeste, qui est éminemment théorique, est étayé de bout en bout par une position philosophique, le point de vue de la pratique* ».

Forts de la sentence précitée et de la pertinence profonde qu'elle exprimait sous une forme simple, nous nous sommes souvent laissés aller à l'idée rassurante d'une théorie magique, espèce de " prêt à porter ", point d'appui à peu près infaillible, garante de notre foi et de nos certitudes idéologiques. Cette théorie ainsi idéalisée était d'autant plus porteuse de nos espoirs politiques qu'elle était confortée par l'élan formidable d'émancipation des travailleurs et des peuples qui a caractérisé plusieurs décennies du 20ème siècle. Elle était d'autant plus précieuse à ceux d'entre nous qui avaient fait comme moi leurs premières armes dans le mouvement nationaliste, que ce dernier nous était apparu cruellement dépourvu de boussole scientifique, jusqu'à parfois en récuser l'utilité.

Mais tout en portant aux nues cette théorie et ses titres de noblesse, nous l'avons dans les faits négligée au bénéfice d'un activisme patriotique ou ouvrier censé mieux nous enraciner dans les réalités. Nous reconnaissons la nécessité de mieux gérer les interférences entre théorie et pratique, mais dans les faits il nous était plus facile de plier ces interactions à des schémas préétablis. Cette approche sélective d'une théorie figée dans une fonction utilitaire de justification de la « ligne politique » du moment, au détriment de « l'analyse concrète des réalités concrètes », n'avait que peu à voir avec l'effort pour enrichir et faire évoluer cette théorie à l'unisson de la vie.

J'ajouterai à cela un facteur aggravant qui a beaucoup affecté l'accumulation et la transmission de l'expérience et de la réflexion théorique à travers les générations militantes successives: c'est le caractère extrêmement haché de l'existence du mouvement communiste algérien, la plupart du

temps clandestin et réprimé, avec de trop courtes périodes de répit et d'activités légales qui ont laissé peu de temps pour décanter les expériences par l'organisation des échanges, des débats, des thèmes de recherches et par l'encouragement moral des chercheurs, notamment communistes, dont le nombre et la qualité à la fin des années 80 étaient largement reconnues.

***Comment la vie a-t-elle infirmé ou confirmé les indications que nous pensions tirer de la théorie?***

J'essaie d'en donner ici un aperçu dans les grandes lignes:

1. Un problème crucial a été celui de **l'articulation** entre **la lutte des classes (comme principe et réalité)** et les problèmes *qu'on appellerait aujourd'hui identitaires*. (J'entends par là des problèmes liés aux appartenances conflictuelles à des champs religieux, ethno-linguistiques, culturels ou idéologiques auxquels s'identifient les différents protagonistes de la scène socio-politique).

Toutes les fois que les communistes algériens ont pu maîtriser cette liaison, en donnant à chacun de ces facteurs la part qui lui revenait selon les conditions et les objectifs prioritaires de l'étape considérée, leur influence et leur implantation ont été plus rapides et plus solides. A l'inverse, ils ont connu des déboires préjudiciables aux avancées du mouvement national et progressiste tout entier quand ces interactions et leurs équilibres ont été ignorés ou non maîtrisés.

Peut-on rattacher certaines des approches unilatérales ainsi constatées à la prégnance ou à l'incompréhension de formules lapidaires, ambiguës ou détachées de leur contexte telles que: « *les prolétaires n'ont pas de patrie* » « *la religion opium du peuple* » ou « *Ni Dieu ni César ni tribun* »? Pourquoi alors dans les années même où « en deçà des Pyrénées » on réconciliait la Marseillaise et l'Internationale, pendant qu'on glorifiait la fraternité de lutte patriotique entre « ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas », au delà des Pyrénées on sous-estimait ou contrecarrait l'élan libérateur des valeurs nationales d'autres peuples tels que ceux du Maghreb?

Elargissant la réflexion géographiquement et dans le temps, ne peut-on imputer, au moins en partie, la relative marginalisation des courants communistes dans le monde arabe et musulman à une espèce de surdité des approches qui se réclamaient du marxisme aux interactions politico-culturelles (celles-ci étant réduites à subordonner bureaucratiquement le culturel au politique)?

La façon administrative, encore mal connue, avec laquelle a été réglé le problème national considérable posé en théorie et en pratique par le communiste et Tatar musulman *Soltan Galiev* dans les années 20 du régime soviétique, ne fait-elle pas partie des interrogations que suscite aujourd'hui la pensée de Marx (originelle ou telle qu'elle a été interprétée)?

On peut se demander enfin s'il n'y a pas eu dans la période la plus récente une résurgence de ce genre d'approche unilatérale dans des secteurs démocratiques algériens, y compris parmi des communistes. Au nom d'un modernisme élitiste ou d'un laïcisme inadapté à son contexte, ils ont négligé, traité par des amalgames frisant parfois le mépris, des faits culturels ou de société

majeurs dont, malgré des exceptions qui indiquent qu'une autre voie était possible, ils ne parvenaient pas à comprendre les modes d'expression contradictoires. J'ai en vue ceux qui n'ont saisi ou voulu saisir qu'une seule des facettes, réellement condamnable, de la poussée identitaire qui a jeté récemment dans les bras de l'islamisme politique hégémoniste une partie du peuple croyant. Ils ne prenaient pas assez en compte les conséquences du traumatisme causé à ce peuple autant par les manifestations nationales et internationales d'une modernité matériellement et moralement accablante que par la pérennisation des agissements clientélistes et antidémocratiques du pouvoir.

Lorsqu'une telle appréciation émane d'ex-communistes (qui bien qu'ayant rompu formellement avec cette appartenance, sont encore souvent considérés idéologiquement comme tels dans l'opinion), elle est plus lourde de conséquences. Elle apparaît en effet à nombre de travailleurs et de couches populaires croyantes (plutôt portées dans leur immense majorité à souscrire au fameux pari de Pascal) comme un double abandon, une double « trahison », autant pour leurs intérêts de ce monde que pour ceux de l'au-delà. Ces croyants chez qui l'esprit citoyen n'était qu'en gestation, déjà défiants envers ceux qui à leurs yeux niaient ou dénigraient l'ancrage psycho-culturel arabo-islamique dont se nourrissait leur protestation politique contre l'arbitraire, ont vu ces mêmes partisans de la démocratie s'éloigner **délibérément** de la légitimation et de la défense concrète de leurs aspirations sociales. C'était pourtant traditionnellement le point fort des communistes et des nationalistes de progrès, un champ de luttes qu'ils s'efforçaient jusque là d'articuler et de faire converger avec son volet complémentaire culturel et « identitaire » dans les représentations les plus progressistes de la cohésion nationale.

Cette opposition-exclusion entre les dimensions culturelle et citoyenne de la nation, entre valeurs islamiques et démocratie politique et sociale, était d'une certaine façon similaire et symétrique à celle prônée par les islamistes, qu'ils croyaient contrer ainsi. Ils la fondaient sur une conception primaire de la modernité, marquée par deux caractéristiques pas si nouvelles que cela dans leur essence. Leur néo-modernisme a conjugué en effet: d'un côté un économisme fondé cette fois sur la confiance illimitée dans les vertus d'une «loi du marché» frisant l'ultra-libéralisme; et de l'autre côté un républicanisme réducteur qui, consciemment ou non, oppose comme si c'était une fatalité incontournable les contraintes multiples de l'édification de l'Etat et les besoins sociaux et démocratiques de la société.

Aboutissement pratique: désertion des luttes sociales, considérées à tort comme une diversion à la nécessaire répression des manifestations terroristes des groupes extrémistes se réclamant de l'islamisme. Au même moment, les militants islamistes mettaient l'accent sur les injustices sociales et s'étaient placés de cette façon plus près encore des couches déshéritées, à l'une des sources les plus profondes de la crise.

## **2. Le besoin d'autonomie:**

Pour une longue période (surtout les deux premières décennies des 70 dernières années) *il est difficile, en dépit de certains efforts réels engagés dans ce sens, de parler d'une pensée ou d'une*

*stratégie marxiste algérienne suffisamment **autonomisées**, de telle sorte qu'elles tiennent compte au plus près des données algériennes (**nationales ou de classe**) dans l'élaboration des orientations de lutte.*

Je ne peux développer ici les différentes raisons qui ont contribué à cette carence, en dépit de l'intérêt théorique et pratique énorme de cette question.

Toujours est-il que l'efficacité et l'emprise sur le réel du mouvement communiste algérien ont été les plus grandes toutes les fois que, malgré les pressions liées aux enjeux de pouvoir ou à la pesanteur des contextes géopolitiques (externes ou internes), ce mouvement est parvenu à sauvegarder une autonomie politique et organique suffisante dans sa vision stratégique ou ses approches tactiques.

On trouvera avant ou après l'indépendance de l'Algérie d'abondants exemples ou contre-exemples de cette maîtrise difficile, qui exige de combiner des capacités de pensée et de mobilisation indépendante avec la souplesse des larges alliances autour d'un point précis, avec d'autres forces qui se placent sur des positions politiques et idéologiques éloignées, voire opposées sur d'autres questions.

### **3. le rapport entre les luttes immédiates et l'objectif " final " .**

*Comment opérer sur le terrain la jonction entre la perspective de la révolution (proche ou lointaine) et la voie des réformes déjà accessibles?*

Ce point n'a cessé d'être pour nous, comme pour tout le mouvement ouvrier et communiste international, un problème à la fois fondamental et ayant de fortes incidences au jour le jour. Qu'il s'agisse de l'indépendance nationale ou du socialisme, les Algériens se réclamant du marxisme ont été plus d'une fois confrontés à la difficulté de définir les tâches venues à maturité dans le contexte du moment, sans risquer de tourner le dos aux exigences d'une longue marche vers leur idéal plus lointain.

Dans la recherche de l'approche optimale, cette difficulté a favorisé la tendance à invoquer de façon scolastique des critères ou des situations similaires glanées dans les oeuvres de Marx ou d'autres classiques. D'où les qualifications polémiques (empruntant beaucoup au langage de la géométrie) de "déviation" sectaires ou opportunistes, gauchistes ou droitières, de solutions médianes assimilées à des compromissions ou à des renoncements envers les présumés modèles, déposés comme des étalons de mesure à retrouver dans les citations de ces oeuvres. Le recours à la théorie se muait en imitation dogmatique qui contrecarrait l'effort pour assimiler et faire progresser les précieux acquis théoriques à partir de réalités nouvelles et des enseignements tactiques et stratégiques des combats en cours.

Au coeur de la tragédie algérienne actuelle, face à un intégrisme qui a dévoyé l'islam à des fins politiques, de forts tiraillements continuent à écarteler le corps politique à vocation démocratique dans la compétition biaisée entre les utopies impuissantes à court terme et les impasses des luttes terre à terre et au jour le jour. La tentation s'est faite jour dans des groupes restreints encore influencés par un schéma scientifique qu'ils imputent à Marx, d'opposer aux hégémonismes

islamistes et du pouvoir nationaliste, des projets de société fortement idéologisés, censés réaliser une « rupture » avec le passé. Le mot de rupture est devenu le maître-mot magique d'un grand nombre de ces projets volontaristes. Ces ruptures, séduisantes pour ceux qui en sont déjà convaincus, sont frappées d'un double handicap qui les stérilise: elles sont présentées à la fois comme des exigences à réaliser immédiatement " pour le bien " des intéressés même par voie autoritaire, mais dans le même temps préconisent de véritables « tables rases » pour lesquelles en fait la majorité de la société n'est pas susceptible de se mobiliser ou peut même dans l'état actuel en combattre des aspects essentiels.

L'expérience nous a appris pourtant autre chose. Il est bien vrai que les changements nécessitent souvent de faire sauter brutalement dans des périodes de flux populaire, pacifiquement ou par la voie armée, certains des verrous qui bloquent les évolutions de progrès. Mais cela débouche sur des changements profonds et durables seulement en fonction d'une mobilisation plus consciente du corps social, qui détermine en dernier ressort le contenu et les rythmes de ces changements. Les ruptures dialectiques supposent la prise en compte des continuités et des points d'appui nécessaires à leur réalisation. Les suridéologisations mécaniques tendent à leur substituer des cassures artificielles, qui malgré leur coût élevé, ramènent plus souvent en arrière.

**4. En plusieurs circonstances, le problème de la démocratie comme fin et moyen** a été posé par la vie au mouvement communiste algérien et l'a confronté à des choix et à des tensions (internes ou avec nos partenaires dans le mouvement national).

Les communistes algériens ont été sensibilisés à ce problème parce qu'ils ont vécu à plusieurs reprises des situations dans lesquelles ils ont subi simultanément la double pression et les feux hostiles d'hégémonismes croisés. Durant la guerre de libération, d'un côté les colonisateurs, de l'autre les étroitesse et sectarismes nationalistes. Après l'indépendance, d'un côté les nationalistes conservateurs, de l'autre les islamistes. Dans tous ces cas, la résultante s'inscrivait dans une gamme allant des tentatives d'étouffement plus ou moins subtil des communistes, codifiées dans la théorie du "cocon de chrysalide" (cf. Congrès de la Soummam du FLN en 1956), à l'extermination physique pure et simple.

Cela nous a amenés à prendre davantage en charge la dimension du combat pied à pied pour la démocratie en ses diverses formes. Pour cette raison, dans les situations de confusion politique comme celle qui a caractérisé la période du parti unique de 1962 à 1988, le PCA et le PAGS ont préconisé comme meilleure voie celle de s'appuyer sur l'éveil et la lutte pacifique mais résolue des composantes de la société. Ils n'ont pas craint, dans l'Algérie devenue indépendante, d'aller à contre-courant de l'oppositionisme aventuriste selon lequel, par un mimétisme infondé envers la guerre de libération, le pouvoir ne s'arrache ou ne se conserve que par les armes ou les complots. Ces orientations et mentalités, partagées successivement par plusieurs des protagonistes de la crise actuelle, ont été pour beaucoup dans le déficit de culture démocratique déploré aujourd'hui.

Cela n'a pas mis pour autant les communistes à l'abri, à des degrés divers, de la maladie chronique de notre société et de son champ politique, l'esprit et les manipulations d'appareil, l'hégémonisme des clans se substituant à des modes de régulation plus démocratiques, etc. Approuvant la tendance habituelle chez les marxistes à récuser en bloc la démocratie formelle bourgeoise, nous avons souvent revendiqué la liberté d'expression et d'organisation surtout pour nous-mêmes et les organisations de travailleurs et pas assez pour les autres.

Je pense que cette insuffisance s'est prolongée ultérieurement dans la tendance chez certains à privilégier les seules méthodes autoritaires et administratives pour la solution des crises aiguës dans la société. Elle s'est exprimée aussi dans la tendance à privilégier, y compris dans des conditions légales normales, le centralisme sur la démocratie dans le fonctionnement interne des organisations politiques.

Ainsi la lutte reste encore difficile et compliquée en Algérie pour humaniser le mouvement social et le fonctionnement des partis par des valeurs et des normes démocratiques fortement intériorisées.

Je terminerai en exprimant une conviction qui est en même temps un questionnement sur l'avenir.

La théorie a confirmé et confirmera sa grandeur par son entrelacement fécond avec la vie. Elle manifeste une faiblesse incurable chaque fois qu'elle est révérée comme un monument et que ses disciples l'étouffent sous les louanges improductives. Grandeur et faiblesses ne sont pas le fait de la théorie comme abstraction, mais le fait des acteurs qui la pensent et la vivent.

Les idées de Marx s'enrichiront et connaîtront de nouveaux développements dans l'ensemble du mouvement démocratique des nouvelles générations algériennes, si l'interaction de ces idées avec la pratique sociale prend toujours mieux en compte les différentes dimensions de la vie, dans trois domaines où l'Algérie a inscrit un grand déficit

- **un mouvement social autonomisé** capable de traduire non seulement en déclarations mais en actes, les aspirations de progrès des composantes de la société à partir de leurs potentialités réelles ;
- **un champ politique plus imprégné de culture démocratique** et plus vigilant envers les pulsions hégémonistes, à la fois dans la vie politique nationale et dans le fonctionnement interne des partis ;
- **une réflexion théorique et culturelle** qui ne se réduit pas à l'idéologisation des problèmes mais qui, sans utilitarisme, opère la jonction entre cette réflexion et les besoins du mouvement social .

(Paris, Février 1998)